



# Démantèlement de la Fonction Publique et projet de fusion-disparition de l'INRA et de l'IRSTEA

## Le projet gouvernemental de démantèlement de la Fonction Publique « action publique 2022 », dit « CAP2022 »

Le 1<sup>er</sup> Février, le gouvernement Macron-Philippe a annoncé la suppression de 120 000 postes (dont 50 000 pour la Fonction Publique d'État), l'abandon de missions publiques au profit du privé, un vaste plan de départs « volontaires » pour les agents dont les services seraient restructurés, et l'amplification du recours aux précaires. On ne peut apprécier le projet de fusion INRA-IRSTEA que dans ce contexte, d'autant plus que l'IRSTEA connaît de graves difficultés financières dues à une dotation d'Etat chroniquement inférieure à celles des autres EPST.

**Fusion INRA-IRSTEA, ce que ne dit pas la direction** Dès le lendemain de la publication de la lettre des deux ministres annonçant leur volonté de fusion de l'INRA et IRSTEA en un nouvel EPST, la direction générale INRA s'est précipitée pour demander aux chefs de département de s'impliquer et d'impliquer les directeurs d'unité dans un grand débat sur les « enjeux scientifiques » d'un rapprochement-fusion. Ce faisant, elle occulte (volontairement ?) des questions décisives pour les personnels.

***Un nouvel EPST mis en place... ce ne serait donc plus l'INRA, jusque dans son appellation. Alors, toutes les notes de service et règles actuelles de fonctionnement INRA deviendraient caduques !***

**# Modalités de recrutement, déroulement de carrière et rôle des CAP, mobilités, primes,** rôle des évaluations comme toutes les autres opérations statutaires seraient susceptibles d'être remises en cause en prétextant un fonctionnement différent dans chaque organisme. Dans le contexte actuel d'austérité renforcée pour la Fonction Publique, qui peut penser qu'il n'y ait pas la tentation de s'aligner sur les conditions les plus défavorables pouvant exister dans chacun des deux EPST actuels ?

**# Politique-Fiction ? Prenons le Rifseep.**  
*La lutte continue des personnels INRA y a bloqué les méfaits les plus importants et imposé un alignement des groupes de fonctions sur le grade, sans lien avec*

*l'évaluation. A l'IRSTEA, sa mise en œuvre est une des plus défavorables pour les agents des EPST, avec le rapport d'évaluation qui est au centre du dispositif. Tirer vers le haut ou remettre en cause les garanties acquises ?*

- ▶ **Un nouvel EPST à budget constant...** alors que chacun sait que le problème prégnant de l'IRSTEA est une sous-dotation chronique par l'Etat, dénoncée à multiples reprises par tous les syndicats IRSTEA. L'objectif est –il que le budget INRA, déjà problématique, compense ce déficit structurel ? ou bien, comme le craignent les syndicats IRSTEA, que le nouvel EPST se charge de liquider les secteurs IRSTEA non rentables ?
- ▶ **Un nouvel EPST « garantissant » le périmètre des unités actuelles et la non-suppression de sites selon les PDG... lors de la fusion... et après ?** De plus, cette « garantie » est « oubliée » dans la lettre des ministres. L'IRSTEA possède de nombreux sites où l'INRA est quasiment ou totalement absent (Antony, Nogent/ Vernisson, Aix en Provence, Lyon, Grenoble). Qui peut croire que tous ces sites survivront dans le temps avec la politique actuelle de réduction des postes et de domaines ? Qui peut croire qu'un des objectifs immédiats n'est pas la mutualisation des personnels, en premier lieu des services d'appui, avec des suppressions d'emploi à la clé ?
- ▶ **Un nouvel EPST avec des statuts complètement différents pour les agents, incluant l'existence à l'IRSTEA d'un contingent important d'IGREF du Ministère de l'Agriculture aux rémunérations nettement plus importantes que celles des agents INRA !**
- ▶ **Un nouvel EPST à l'organisation appuyée sur les « piliers » appliqués de l'IRSTEA (Eau, Forêt/bois, Territoires, ...),** qui ne serait ni une simple addition des 13 départements actuels INRA et des 3 départements Irstea, ni une « absorption » d'Irstea au sein de l'organisation de l'INRA. Bref la quadrature du cercle !

***Tout cela ne fait que renforcer la CGT-  
INRA dans son exigence d'abandon du  
processus de fusion INRA-IRSTEA***

**Tous en grève et dans les manifestations  
le 22 mars 2018 !**



# Démantèlement de la Fonction Publique et projet de fusion-disparition de l'INRA et de l'IRSTEA

**Personnels de toutes catégories, titulaires et précaires :**

*Venez vous informer et débattre en*

**Assemblée Générale**

*le ..... à .....*

*de ....h.... à ....h.....*

**La quasi-totalité des organisations de la Fonction Publique (CGT-Solidaires- FO- FSU- CFTC-CGC) appellent à la grève et à manifester le 22 Mars contre cette politique de liquidation de la Fonction Publique.**

Les cheminots CGT-SUD-FO viennent de s'y associer contre les menaces touchant la SNCF et le statut de ses agents, tout comme les enseignants, étudiants et lycéens exigeant le retrait de la réforme visant à supprimer le baccalauréat comme diplôme national garantissant l'accès à l'enseignement supérieur dans la filière de son choix. Syndicats d'électriciens et gaziers comme de retraités ont rejoint le mouvement.

**C'EST LE MOMENT D'AGIR TOUS ENSEMBLE POUR BLOQUER**  
la politique anti-sociale du gouvernement qui s'attaque tous azimuts à nos acquis sociaux !

La CGT-INRA vous invite à participer massivement au 22 mars et à ses suites



**LE 22 MARS 2018**

PAR LA GRÈVE ET LES MANIFESTATIONS

**Défendons  
toutes et tous**

**la Fonction publique**



**Solidaires, déterminés, engagés :  
Rejoignez la CGT !**

**CGT-INRA** : RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole  
Tél : 01.39.53.56.56 - Mail : [cgt@inra.fr](mailto:cgt@inra.fr)

**CESSONS D'ÊTRE  
DES PIONS !!!**

